

## Avant-propos

**L**es gouvernements des pays de l'OCDE œuvrent dans un environnement économique, social et politique qui est de plus en plus complexe et imprévisible. Dans ce contexte, ils s'efforcent de concevoir et de mettre en œuvre des réformes propices à une croissance inclusive, et d'améliorer l'accès aux services publics et la qualité de ces derniers, tout en veillant, face à des contraintes budgétaires persistantes, à optimiser l'utilisation de leurs ressources. Le Panorama des administrations publiques 2017 propose tout un corpus d'éléments d'observation sur les pratiques et procédures publiques, afin de documenter les réformes du secteur public des pays membres et partenaires de l'Organisation. La présente édition contient les données les plus récentes sur les finances publiques et l'emploi public, ainsi que différentes données d'enquêtes sur les pratiques et procédures publiques (pratiques et procédures budgétaires, gestion des ressources humaines, intégrité du secteur public, gouvernance de la réglementation, marchés publics, administration ouverte (open government), gestion des risques et communication afférente, etc.), et deux chapitres sur les produits et les résultats de l'action de l'administration. Le premier chapitre utilise les indicateurs présentés dans la publication pour apporter des éclairages sur les modalités d'une prise en charge de la complexité par les pouvoirs publics, et insiste plus particulièrement sur l'opportunité pour les administrations publiques d'intégrer réflexion systémique et nouveaux outils et méthodes de travail, sur l'exploitation de la profusion de données et d'éléments probants disponibles, et sur l'ouverture des processus de la puissance publique aux parties prenantes – dans le but d'obtenir de meilleurs résultats.

Ces travaux ont été conduits par Zsuzsanna Lonti, de la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE (GOV), sous la direction de Rolf Alter et d'Edwin Lau. Ils représentent un volet important du programme de travail de GOV, qui vise à aider les administrations publiques de tous niveaux à concevoir et à mettre en œuvre des politiques stratégiques, innovantes et fondées sur des données probantes, pour renforcer la gouvernance publique, relever des défis majeurs et divers sur les plans économique, social et environnemental, et tenir les engagements pris auprès des citoyens. Cette publication a été rédigée par Guillaume Lafortune, Alessandro Lupi et Rebecca Schultz. L'assistance de Reginald Dadzie et de Julia Smadja a été très précieuse. D'importantes contributions ont été rédigées et transmises par Edwin Lau, Stéphane Jacobzone, Julio Bacio Terracino, Frederic Boehm et Céline Kauffmann (chapitre 1 : Accepter le changement permanent dans les administrations publiques) ; Nelson Amaya, Ronnie Downes et Luiz De Mello (chapitre 2 : Finances publiques et économie) ; Daniel Gerson, Cristina Mendes, Maya Bacache, Tatyana Teplova et Pinar Guven (chapitre 3 : Emploi public et rémunération) ; Andrew Davies, Andrea Urhammer et Teresa Deubelli (chapitre 4 : Institutions) ; Ronnie Downes, Lisa Von Trapp, Camilla Vammalle, Delphine Moretti, Juliane Jansen, Scherie Nicol et Rasha Alshatti (chapitre 5 : Pratiques et procédures budgétaires) ; Daniel Gerson, Cristina Mendes et Maya Bacache (chapitre 6 : Gestion des ressources humaines) ; Janos Bertok, Julio Bacio Terracino, Frederic Boehm, Natalia Nolan-Flecha et Levke Jessen-Thiesen (chapitre 7 : Intégrité du secteur public) ; Céline Kaufmann, Christiane Arndt, Rebecca Schultz, Faisal Naru, Filippo Cavassini et Daniel Trnka, (chapitre 8 : Gouvernance de la réglementation) ; Janos Bertok, Paulo Magina, Mathieu Cahen et Minjoo Son (chapitre 9 : Marchés publics) ; Alessandro Bellantoni, Maria Emma Cantera, Simon Schmitz, Barbara Ubaldi et Arturo Jacob Rivera Perez (chapitre 10 : Gouvernement ouvert) ;

Piret Tonurist et Joao Vasconcelos (chapitre 11 : Administration innovante et numérique), Jack Radish, Catherine Gamper, Roberto Schiano Lomoriello et Stéphane Jacobzone (chapitre 12 : Gouvernance des risques et communication). Nous remercions Kate Lancaster, Audrey Garrigoux, Carmen Fernandez Biezma, Marie-Claude Gohier et Laura Boutin de nous avoir aidés à préparer le document en vue de sa publication. La traduction en français est à mettre au crédit de Christophe Delprat, Frédéric Berri et Myriam Shalak-Graziani.

Cette publication est le fruit de contributions d'un large éventail de sources et d'experts. Elle a bénéficié de travaux du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE et du Groupe de direction chargé du Panorama des administrations publiques (voir annexe G) ; du Comité des statistiques de l'OCDE ; du Groupe de travail sur l'emploi et la gestion publics ; du Groupe de travail des hauts responsables du budget ; du Groupe d'experts sur les conflits d'intérêts ; du Groupe de travail des hauts responsables de l'administration numérique (E-Leaders) ; du Groupe de travail des experts des marchés publics ; du Groupe d'experts sur l'administration ouverte et novatrice ; et du Groupe d'experts sur les données ouvertes. De plus, des commentaires précieux ont été fournis par Peter Van de Ven (Direction des statistiques de l'OCDE), Gaétan Lafortune (Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE), Corinne Heckman, Alfonso Echazarra, Carlos Gonzalez-Sancho, Camila De Moraes, Daniel Sanchez Serra et Giovanni Maria Semeraro (Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE), ainsi que Marie-Claire Sodergren (Organisation internationale du travail, Genève).



Extrait de :  
**Government at a Glance 2017**

**Accéder à cette publication :**  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « Avant-propos », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-1-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-1-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).